



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION INTÉRIMAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES (CIMP)

Deuxième session

Rome, 4-8 octobre 1999

Points découlant de la première session de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires Rapports sur les organismes nuisibles

Point 6.3 de l'ordre du jour provisoire

1. L'Article VII de la CIPV stipule ce qui suit:

Les parties contractantes collaboreront dans toute la mesure possible à la réalisation des objectifs de la présente Convention, notamment de la manière suivante:

- a) *Chaque partie contractante s'engage à collaborer avec la FAO à la mise en place d'un service mondial de renseignements sur les ennemis des végétaux, en utilisant pleinement les possibilités et les services offerts à cet effet par les organisations existantes, et, dès sa mise en place, à fournir périodiquement à la FAO les renseignements ci-après pour qu'elle les distribue aux parties contractantes:*
 - i) *des rapports concernant l'existence, l'apparition et la propagation sur son territoire des ennemis des végétaux ou produits végétaux qui sont importants du point de vue économique et qui peuvent présenter un danger immédiat ou potentiel;*
 - ii) *des informations sur les méthodes de lutte qui se sont révélées efficaces contre les ennemis des végétaux et des produits végétaux.*

2. L'Article VIII du nouveau Texte révisé de la CIPV ne maintient pas l'obligation de coopération avec la FAO pour un service mondial de renseignements.

3. La Résolution 12/97 de la Conférence de la FAO demande instamment "qu'un rang de priorité élevé soit accordé à l'établissement de rapports sur la présence, l'apparition et la dissémination d'organismes nuisibles à l'intention du Secrétaire de la CIPV et souligne qu'il importe de fixer des procédures pertinentes pour l'établissement de ce type de rapport."

Par économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

4. A sa première session en 1998, la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (CIMP) a pris note de la recommandation de la Conférence et elle a demandé au Secrétariat de préparer un rapport et des recommandations qu'elle examinerait à sa session suivante. Il a été convenu que ce rapport porterait également sur le rôle que doit jouer le Secrétariat dans le processus de notification des organismes nuisibles. En réponse à sa demande, la CIMP est saisie des informations ci-après.

I. Généralités

5. Le bulletin phytosanitaire de la FAO a été conçu spécifiquement pour collecter et diffuser des informations conformément aux dispositions de l'Article VII concernant un service mondial de renseignements. Il a été publié d'octobre 1952 à août 1995. En 1987, la FAO a créé la base de données phytosanitaires (base de données PS) qui est une collection informatisée de renseignements sur les organismes nuisibles et leur répartition. Cette base de données est venue compléter le bulletin dans le cadre de l'effort de la FAO visant à promouvoir un service mondial de renseignements. Par la suite, la base de données PS a été associée à d'autres informations comme les besoins en matière d'importations, dans ce qui est devenu le Web PS ("PQ Web"). Ces bases de données ont continué à être gérées et distribuées par le Service de production végétale et de protection des plantes de la FAO jusqu'en 1994. Conformément aux dispositions de l'Article VII de l'actuelle CIPV, certaines organisations phytosanitaires régionales (EPPO et APPPC) ont également établi des systèmes de notification des organismes nuisibles qui sont encore en place.

6. Le bulletin phytosanitaire de la FAO et la base de données PS ont été supprimés car:

- a) les pays fournissaient très peu d'informations pertinentes en temps voulu;
- b) les gouvernements étaient peu disposés à vérifier les rapports sur les organismes nuisibles;
- c) les pays invoquaient des questions de responsabilité de la FAO lorsque les rapports aboutissaient à des mesures réglementaires.

7. Dans la pratique, lorsque les pays voulaient s'assurer que les décisions prises dans le domaine phytosanitaire reposaient sur des informations récentes, complètes et exactes sur les organismes nuisibles, ils faisaient des recoupements, consultaient des experts et s'adressaient en général directement aux pays concernés. La fourniture de ces informations par l'intermédiaire de la FAO n'ajoutait rien à la précision ni à la crédibilité de ces renseignements et il arrivait parfois que ces informations soient moins complètes et que leur fourniture soit retardée. Les gouvernements l'ont reconnu clairement en négociant le nouveau texte révisé de la CIPV et en décidant de modifier les dispositions de l'Article VII existant pour supprimer toute référence au service mondial de renseignements.

II. Notification des organismes nuisibles dans le nouveau Texte révisé de la CIPV

8. Le nouveau Texte révisé stipule que les parties contractantes diffusent les informations pertinentes et collaborent pour l'échange d'informations selon les procédures établies par la Commission [intérimaire]. Les dispositions du nouveau Texte révisé concernant la notification des organismes nuisibles comprennent:

- a) la collecte d'informations (surveillance);
- b) la conservation et l'utilisation des informations sur les organismes nuisibles pour la prise de décision (catégorisation des organismes, analyse des risques, établissement de listes d'organismes);

- c) l'établissement de rapports et la coopération pour l'échange d'informations (notification des foyers, du non-respect des mesures, et vérification de la situation en ce qui concerne les organismes nuisibles).

9. Au paragraphe IV 2 b), le nouveau Texte révisé mentionne spécifiquement l'établissement des rapports sur les organismes nuisibles:

"La surveillance des végétaux sur pied, y compris les terres cultivées (notamment les champs, les plantations, les pépinières, les jardins, les serres et les laboratoires) et la flore sauvage, et des végétaux et produits végétaux entreposés ou en cours de transport, en vue particulièrement de signaler la présence, l'apparition et la dissémination des organismes nuisibles, et de lutter contre ces organismes nuisibles, y compris l'établissement de rapports mentionnés à l'Article VIII, paragraphe 1 a)".

10. Les paragraphes 2 i) et 2 j) de l'Article VII portent sur la nécessité d'effectuer une surveillance pour recueillir et mettre à jour des informations adéquates sur la situation des organismes nuisibles comme base pour leur catégorisation et pour l'établissement de listes d'organismes nuisibles faisant l'objet d'une réglementation. Ces dispositions prévoient également que les listes d'organismes nuisibles doivent être mises à la disposition du Secrétariat et des organisations phytosanitaires régionales et que les informations sur la situation des organismes nuisibles doivent être mises à la disposition des autres parties contractantes sur demande.

11. Le paragraphe 1 a) de l'Article VIII stipule ce qui suit:

"Les parties contractantes coopéreront pour l'échange d'informations sur les organismes nuisibles, en particulier la notification de la présence, de l'apparition ou de la dissémination d'organismes nuisibles pouvant présenter un danger immédiat ou potentiel, conformément aux mesures qui pourront être établies par la Commission."

12. La notification des organismes nuisibles peut aussi être considérée comme un élément du paragraphe 2 f) de l'Article VII, en ce qui concerne les expéditions non conformes aux critères d'homologation phytosanitaires en raison de la présence d'organismes nuisibles. De même, la désignation de points de contact officiels mentionnée au paragraphe 2 de l'Article VIII est importante pour la notification des organismes nuisibles car les informations officielles sur l'état de la situation sont publiées ou sollicitées par l'intermédiaire des points de contact officiels.

III. NIMP

13. Les normes internationales sur les mesures phytosanitaires complètent les dispositions concernant la notification des organismes nuisibles qui figurent dans le nouveau Texte révisé. En particulier, les normes NIMP 6, *Directives pour la surveillance* et NIMP 8, *Détermination de la situation concernant les organismes nuisibles dans une zone*, mettent en lumière des éléments essentiels de la notification comme la fiabilité et la coopération. Les "bonnes pratiques de notification" sont décrites dans la norme NIMP 8. L'importance de la coopération et de la fourniture d'informations sur les organismes nuisibles est également soulignée dans le projet de norme qui est préparé concernant l'*Analyse des risques pour les organismes nuisibles soumis à des mesures phytosanitaires*.

14. Les NIMP établissent une base solide à partir de laquelle la CIMP pourra fixer des procédures de notification des organismes nuisibles. La CIMP pourra envisager de poursuivre dans cette voie en élaborant des NIMP sur la notification des organismes nuisibles et en mettant l'accent sur les procédures de notification et les aspects connexes, figurant éventuellement dans d'autres NIMP.

IV. Rôle du Secrétariat

15. Le rôle de centre de coordination au sein de la FAO du Secrétariat qui est responsable de collecter et diffuser les rapports sur les organismes nuisibles n'a plus de raison d'être dans le cadre du nouveau Texte révisé. Toutefois, les listes d'organismes nuisibles faisant l'objet de réglementation sont mises à la disposition du Secrétariat conformément au paragraphe 2 i) de l'Article VII et d'autres responsabilités en matière d'échange d'informations sont assignées au Secrétariat de par certaines dispositions du nouveau Texte révisé. Le Secrétariat accorde une grande priorité à l'exécution de ces tâches dans le cadre de la Convention. Les autres activités du Secrétariat en matière d'échange d'informations, y compris la notification des organismes nuisibles, dépendent des décisions de la CIMP, des ressources disponibles et de l'engagement des membres à fournir les renseignements requis.

16. A l'heure actuelle, le Secrétariat s'efforce de faciliter la notification des organismes nuisibles dans la mesure du possible. Pour cela, il faut trouver des sources d'information appropriées et fournir un soutien technique aux systèmes de notification comme le Système mondial d'information sur les plantes et les ravageurs (SMIPR). Le rôle du Secrétariat à cet égard consiste avant tout à promouvoir l'harmonisation des concepts, des procédures et des modalités convenues au titre de la CIPV, notamment en ce qui concerne:

- a) le type et la qualité des informations qui doivent être fournies aux fins de contrôle phytosanitaire;
- b) les moyens mis en place pour la notification des organismes nuisibles et la présentation des rapports;
- c) les termes et définitions employés pour décrire la situation des organismes nuisibles;
- d) les critères pour juger de la fiabilité des données.

17. Depuis l'approbation du nouveau Texte révisé, le Secrétariat a consacré d'importantes ressources à l'établissement et l'utilisation de points de contact officiels chargés de publier des rapports efficaces sur les organismes nuisibles et de répondre aux demandes officielles sur la situation. Le Secrétariat a aidé dans la mesure du possible les gouvernements et les autres parties concernées à comprendre l'importance de la notification des organismes nuisibles et il a mis l'accent sur la nécessité de vérifier l'état de la situation par l'intermédiaire des points de contact officiels.

V. Notification des organismes nuisibles à des fins non commerciales

18. L'objectif premier de la notification des organismes nuisibles à des fins phytosanitaires est de permettre aux gouvernements de prendre les mesures qui s'imposent dans le domaine commercial. Cependant, il y a d'autres motifs qui n'ont pas un rapport direct avec le commerce.

19. La notification des organismes nuisibles et les aspects connexes sont importants pour surveiller l'émergence de ces organismes et les changements de la résistance de l'hôte, l'augmentation de la gravité du problème, les progrès de l'épidémie et l'efficacité des stratégies de lutte. Ces informations servent à élaborer des stratégies nationales et à instaurer une coopération sur une base multilatérale conformément aux dispositions de l'Article VIII (coopération internationale) du nouveau Texte révisé. Le Secrétariat s'efforce de faire mieux comprendre les obligations liées à la notification des organismes nuisibles à des fins phytosanitaires ainsi que ses avantages dans d'autres domaines.

VI. Autres mécanismes

20. La CIMP est informée qu'il existe de nombreux autres mécanismes et initiatives relatifs à la notification des organismes nuisibles, outre la CIPV. Le Secrétariat estime que la CIMP pourrait utilement examiner les mécanismes suivants:

- a) la Convention sur les armes biologiques et à toxines de 1972 négocie actuellement un protocole ayant force obligatoire qui inclut la prise en considération de la menace que représentent les ravageurs des plantes en tant qu'arme biologique. Les pays membres de cette Convention insistent pour créer un système de surveillance et de notification efficace des ravageurs des plantes dans le but de déterminer les infestations inhabituelles ou inexplicables. La quasi-totalité des pays membres de la Convention sont également parties contractantes à la CIPV et membres de l'OMC;
- b) le Système mondial d'information sur les plantes et les ravageurs (SMIPR) est un système FAO basé sur Internet développé à partir de précédents recueils phytosanitaires, y compris PQ Web. Ce système repose sur les données et les études fournies par les utilisateurs et dispose actuellement d'une masse d'informations sur les plantes et les ravageurs ainsi que de nombreuses fonctions, avec la possibilité d'en ajouter d'autres si nécessaire. La CIMP pourrait envisager d'établir au sein de ce système une fonction de notification des organismes nuisibles qui serait gérée par le Secrétariat;
- c) le Programme mondial sur les espèces invasives est un réseau d'échange d'informations sur les organismes invasifs. Il est coordonné par le Comité scientifique pour les problèmes de l'environnement en collaboration avec l'Union mondiale pour la conservation, le CAB international (CABI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le Programme mondial sur les espèces invasives est une composante de DIVERSITAS, programme international sur la biodiversité et il est étroitement associé à la Convention sur la diversité biologique en ce qui concerne ses initiatives sur les espèces invasives et exotiques;
- d) le Conseil des Etats Unis sur les espèces invasives récemment créé par décret pour s'occuper de la menace économique et environnementale que représentent les espèces invasives, inclut dans son mandat l'élaboration de mécanismes de gestion de l'information et du suivi de l'impact. Cette initiative vise un "réseau d'information basé sur le Web";
- e) CAB international (CABI) est une source d'information commerciale renommée concernant les ravageurs des plantes;
- f) le service de notification de l'OEPP (Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes) est depuis de nombreuses années une source d'information sur l'apparition, l'invasion et la dissémination des ravageurs parmi les pays de l'OEPP et inclut aussi des informations importantes sur les ravageurs à l'extérieur de la région.

VII. Recommandations

21. La CIMP est invitée à envisager des mesures pour la mise en application de la Résolution 12/97 de la Conférence de la FAO. Elle pourra également examiner des procédures visant à mettre en oeuvre les dispositions de l'Article VIII a) de la CIPV telles qu'amendées en 1997.

22. La CIMP est également invitée à:

- a) prendre note des progrès déjà réalisés en matière de procédures de notification des organismes nuisibles grâce à l'établissement des NIMP;
- b) accepter de poursuivre l'élaboration de procédures de notification des organismes nuisibles par l'élaboration de NIMP et exhorter à accorder toute l'importance possible à la notification des organismes nuisibles et aux aspects connexes dans l'élaboration des NIMP;
- c) exhorter les membres à observer et promouvoir de bonnes pratiques de notification;
- d) recommander au Secrétariat de continuer à faciliter les bonnes pratiques de notification et à promouvoir la compréhension et la sensibilisation à l'importance de la notification des organismes nuisibles et aux procédures pertinentes;
- e) recommander au Secrétariat d'apporter un appui dans la mesure du possible à l'établissement au sein du SMIPR de fonctions de notification des organismes nuisibles qui soient spécifiquement adaptées aux besoins du secteur phytosanitaire;
- f) exhorter les membres et le Secrétariat à suivre de près l'évolution de la situation en matière de surveillance et de notification des organismes nuisibles dans d'autres instances afin de mettre en lumière les possibilités d'harmonisation, de partenariat et de complémentarité;
- g) demander au Secrétariat d'étudier la situation en matière de notification des organismes nuisibles, et de faire rapport à la CIMP à sa prochaine session.